



MARCHE DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières
n° 23-15
Commun à tous les lots

Maître d'ouvrage

Université de Toulon

Adresse : CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Téléphone : +33 04 94 14 26 88

Représentant du maître d'ouvrage

Monsieur le Président de l'Université de Toulon en exercice

Conduite d'opération

Direction du patrimoine et des services techniques

Pôle travaux et maintenance

Denis Coste

Maître d'œuvre

Les Bureaux d'Etudes Maitrise d'oeuvre qui accompagnent l'Université de Toulon pour la réalisation du projet d'ombrière :

- Le Bureau d'Etudes EFISUN (mandataire du groupement), représenté par M. Guilhem DROISY et M. Yvan GUERRA, spécialisé dans le photovoltaïque.
- Le Bureau d'Etudes EQC représenté par Monsieur Jean-Michel QUET, sous-traitant d'EFISUN et spécialisé dans les structures métalliques.
- Le Bureau d'Etudes CLARET représenté par M. Martial CLARET et Mme Valérie CLARET, géomètres experts et spécialisés dans la VRD.

Objet du marché

23-15 Construction d'une ombrière photovoltaïque sur le campus de La Garde, en 3 lots

Sommaire

Table des matières

1. Objet du marché - Dispositions générales	6
1.1 Objet du marché.....	6
1.2 Représentation des parties.....	6
1.3 Décomposition en lots	6
1.4 Réalisation de prestations similaires.....	6
1.5 Délais d'exécution des travaux	7
1.6 Prolongation des délais d'exécution	7
1.7 Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	8
1.8 Sous-traitance	8
1.9 Forme des notifications et informations au titulaire	9
1.10 Ordre de service.....	10
1.11 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	10
1.12 Conduite d'opération	10
1.13 Maîtrise d'œuvre	10
1.14 Contrôle technique	11
1.15 Prévention des risques – Sécurité et protection de la santé	11
1.16 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier	11
1.17 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	11
1.18 Modification du marché	12
2. Pièces constitutives du marché	14
3. Prix - Variation des prix.....	15
3.1 Forme des prix	16
3.2 Décomposition ou sous-détail supplémentaire	16
3.3 Approvisionnements.....	16
3.4 Répartition des dépenses communes de chantier	16
3.5 Variation de prix	18
3.6 Diminution du montant des travaux	19
4. Retenue de garantie	19
5. Avance	20
5.1 Modalités de règlement de l'avance	20

5.2 Modalités de résorption de l'avance	20
6. Règlement des comptes	20
6.1 Demandes de paiement	21
6.1.1 Demande de paiement d'acomptes	21
6.1.2 Demande de paiement finale	21
6.1.3 Transmission des demandes de paiement	21
6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	22
6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	22
7. Pénalités et primes	22
7.1 Pénalités – Dispositions générales	22
7.2 Pénalités de retard	23
7.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier	23
7.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier	23
7.5 Pénalité pour défaut de signalisation de chantier.....	23
7.6 Pénalités pour manquement aux exigences de propreté du chantier et mesures de développement durable.....	23
7.7 Pénalités pour remise tardive de documents avant exécution	24
7.8 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution	24
7.9 Retenue pour non remise des documents après exécution : D.O.E.....	24
7.10 Pénalités pour retard de transmission des projets de décompte final	24
7.11 Pénalités pour non-respect des consignes du CSPS.....	24
8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.24	
8.1 Provenance des matériaux et produits	24
8.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt	25
9. Préparation, coordination et exécution des travaux	25
9.1 Implantation des ouvrages	25
9.1.1 Piquetage général	25
9.1.2 Implantation des ouvrages : piquetage spécial.....	25
9.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	25
9.3 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés	28
9.4 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé.....	28
9.5 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	28
9.5.1 Emplacement des installations de chantier.....	28
9.5.2 Bureau du chantier	29

9.5.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale	29
9.5.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	29
9.5.5 Travaux à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés	30
9.5.6 Registre de chantier	30
9.5.7 Garde du chantier	30
9.5.8 Réunion de chantier	30
9.6 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	31
9.6.1 Principes généraux	31
9.6.2 Autorité du coordonnateur SPS	31
9.6.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS	31
9.6.4 Obligations du titulaire	31
9.6.5 Plan Général Simplifié de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé	31
9.6.6 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	32
9.6.7 Plan de prévention	32
9.7 Etudes d'exécution	32
9.8 Clause diverse concernant le chantier pour le lot 1 uniquement	32
9.9 Gestion des déchets de chantier	32
9.9.1 Principes généraux :	32
9.9.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier	33
9.9.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	33
10. Développement durable – Dimension environnementale	33
11. Essais, Contrôles, réception et garanties des travaux	34
11.1 Essais et contrôles des ouvrages avant réception des travaux	34
11.2 Réception définitive des travaux	35
11.2.1 Opérations préalables à la réception	35
11.2.2 Réception des travaux	35
11.2.3 Déroulement des opérations de réception	36
11.3 Livrables attendus à la réception	36
11.4 Garantie(s) de prestations	39
11.5 Assurances	39
11.5.1 Dispositions diverses	39
12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	40
13. Résiliation – Mesures coercitives	40
13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	40
13.2 Résiliation pour faute du titulaire	40

14. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	41
15. Dérogations aux documents généraux.....	41

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les prestations du présent marché ont pour objet : les travaux de création, fabrication, installation et raccordement d'une ombrière photovoltaïque sur le parking situé entre les bâtiments X et M, sur le campus de La Garde.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

Lieu d'exécution des prestations : Université de Toulon, Campus universitaire de La Garde.

1.2 Représentation des parties

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage désigne, dès à présent, Direction du patrimoine et des services techniques Pôle travaux et maintenance Denis Coste pour le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

1.3 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 3 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- Lot n° 01 – VRD
- Lot n° 02 – Structure
- Lot n° 03 – Photovoltaïque

1.4 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire des marchés, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires :

- entendues comme réalisables à l'identique en application des seules spécifications techniques du marché initial,
- travaux conformes au projet de base.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 Délais d'exécution des travaux

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'attribution valant engagement pour chaque lot.

- Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai global	Précisions par lot
01	42 semaines	Le délai global d'exécution ne devra pas excéder 42 semaines. Le délai d'exécution du présent lot est défini selon le planning prévisionnel joint au DCE.
02	42 semaines	Le délai global d'exécution ne devra pas excéder 42 semaines. Le délai d'exécution du présent lot est défini selon le planning prévisionnel joint au DCE.
03	42 semaines	Le délai global d'exécution ne devra pas excéder 42 semaines. Le délai d'exécution du présent lot est défini selon le planning prévisionnel joint au DCE.

- L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service.
- L'exécution de démarrage des travaux débute par OS unique de démarrage des travaux incluant la période de préparation
- **Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux** sur la durée, l'exécution de la période de préparation, d'une durée de 30 jours, débute à compter de la date fixée par l'Ordre de service prescrivant de commencer cette période de préparation

1.6 Prolongation des délais d'exécution

- En cas de d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus de la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier d'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

- Conformément au premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le

travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG Travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux dûment constaté par le maître d'œuvre, le ou les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Durée	Intensité limite du phénomène
Pluie	Sur la durée de l'évènement	+ de 20 mm en 1 heure
Vent	En continu sur 2 h	70 km/h
Neige	Pendant plus de 4 h	Persistance et supérieur à 5 cm
Température	≥4 h	Inférieur à -5°C

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : TOULON LA MITRE

1.7 Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution (annexé au DCE à titre indicatif pour les candidats). L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

- A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (Bureau d'études EFISUN - ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

- B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.
- C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'attribution valant engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

1.8 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte

spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes :

1.9 Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à

défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.10 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

1.11 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-Travaux, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD)

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité

1.12 Conduite d'opération

Interne au maître d'ouvrage, la fonction de conduite d'opération est assurée par la Direction du patrimoine et des services techniques

Pôle travaux et maintenance

Denis Coste.

1.13 Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au maître d'ouvrage, sont assurées par le bureau d'études EFISUN pour le lot 2 et 3

3 BIS Lotissement la Boissière

663 Route du Plan

83720 Trans en Provence.

Et par le Bureau d'Etudes CLARET pour le lot 1

5 Avenue Julien Cazelles

83300 Draguignan

Le maître d'œuvre est chargé des éléments de mission suivants :

- Des études de diagnostic

- Des études d'avant-projet sommaire ;
- Des études avant-projet définitif ;
- Des études de projet ;
- De l'assistance pour la passation des marchés publics de travaux ;
- Du visa des études d'exécution réalisées par les entreprises ;
- De la direction de l'exécution des travaux ;
- De l'assistance aux opérations de réception des travaux.
- De l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux assurée par le MOE EFISUN

1.14 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par :

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE

Lahcene MERZOUK

Chargé d'affaires CTC

Infrastructures & Construction VAR

lahcene.merzouk@apave.fr

06.17.87.18.72

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- HAND : Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- CONSUEL : Vérification avant mise sous tension des installations électriques
- SEI : Vérification des aménagements mobiliers réalisés dans un ERP avant ouverture

1.15 Prévention des risques – Sécurité et protection de la santé

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 3 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail. Phases conception et réalisation.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à :

Marilyne BOLDIN

Coordonnatrice SPS - Pôle SPS Sud Méditerranée

Mobile 06 72 07 73 94 | Standard 04 91 19 71 92

67 Rue d'Ollioules - Zone Les Millones II

83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

1.16 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par le maître d'œuvre BET EFISUN.

1.17 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements,

relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

1.18 Modification du marché

Clauses de réexamen pour chaque lot

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation de marché par simple Ordre de service (un avenant sera nécessaire uniquement dans les cas non cités ci-dessous). Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCAP sous la forme de la présente clause de réexamen. Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.

Il est rappelé qu'il n'est pas possible de modifier les quantités pour régler le titulaire aux quantités réellement exécutées, le marché étant conclu à prix global et forfaitaire pour la partie affectée aux travaux.

A. Changement de dénomination sociale, changement d'adresse et de coordonnées bancaires :

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatifs le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

B. Révision des prix :

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié par OS après demande préalable de validation au titulaire du marché. Dans un délai de deux semaines à compter de la proposition d'indice du Pouvoir adjudicateur, le silence gardé par le titulaire vaudra acceptation tacite de l'indice proposé.

C. Modification de la date d'achèvement de l'opération et modification des délais d'exécution propre à chaque lot ou global

Dans les hypothèses définies à l'article 1.5, 1.7 et 9.2 du présent C.C.A.P. (fixation de la date limite d'achèvement des travaux, et du calendrier détaillé d'exécution), les modifications de date seront notifiées par ordre de service.

Si ces modifications ont un impact sur la durée propre à chaque lot ou globale de l'opération, la durée du marché sera également modifiée par voie d'ordre de service.

D. Modification de la nature des ouvrages

Dans l'hypothèse où :

- les modifications d'ouvrages des besoins initiaux interviendraient pendant l'exécution des travaux
- les modifications n'étaient pas prévisibles au moment de l'élaboration des études de projet ou si le maître d'ouvrage est à l'origine de la demande les modifications bouleversant la nature initiale des ouvrages dans une proportion qui dépasse les quantités en plus ou en moins propres à l'exécution du marché

Le titulaire présentera un mémoire motivé à la validation du maître d'œuvre.

Ce mémoire comprendra :

- motifs justifiant la modification de la nature des ouvrages/prestations
- les plus-values (modifications de quantités des postes de la D.P.G.F)
- les moins-values (modifications de quantités des postes de la D.P.G.F)
- la D.P.G.F. faisant apparaître les plus et moins-values dans l'hypothèse où les ouvrages concernés par la clause de réexamen seraient réglés sur la base d'une D.P.G.F
- le devis du titulaire, pour lesquels les montants et les appellations doivent être cohérents avec la D.P.G.F modifié(e).

E. Prix nouveau à la DPGF

Le CCAP commun détermine la nature des prestations, objet des présents marchés. Par exclusion, toute autre prestation non référencée ne peut faire l'objet d'un ordre de service.

Il est possible qu'en cours d'exécution des besoins nouveaux résultant d'une modification réglementaire ou des prestations nécessaires et non prévues soient nécessaires à prendre en compte pour finaliser le projet. Dans cette hypothèse des postes de prix pourront être rajoutés à la DPGF propre à chaque lot. Ces postes devront être en lien direct avec l'objet du marché.

Le titulaire présentera un mémoire motivé à la validation de l'université.

Ce mémoire comprendra :

- les motifs justifiant la modification de la nature des prestations
- les plus-values (rajouts des postes de la D.P.G.F)
- la D.P.G.F. faisant apparaître les plus-values
- le devis du titulaire, pour lesquels les montants et les appellations doivent être cohérents avec la nouvelle D.P.G.F

Cette clause pourra être activée sous réserve du respect des dispositions communes mentionnées ci-après.

Dispositions communes à la mise en œuvre des clauses de réexamen pour chaque lot

Les clauses de réexamen ne pourront être activées que dans les hypothèses suivantes :

- Si elles n'entraînent pas de modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 1° à 4° du Code de la Commande Publiques ;
- Si l'augmentation ou diminution financière générée par l'activation des clauses de réexamen n'entraîne pas une augmentation ou diminution totale du montant initial du marché supérieure à 5% (montant initial du marché)

Dans l'hypothèse où les demandes ne rempliraient pas les conditions mentionnées supra, elles ne pourront être traitées que par voie d'avenant.

La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable de l'acheteur. Dans l'hypothèse de l'acceptation des demandes, les modifications

mentionnées supra feront l'objet d'une notification par OS accompagnée le cas échéant des documents financiers mis à jour et nécessaires au règlement des prestations modificatives, complémentaires ou supplémentaires. Tout autre document permettant la bonne exécution des nouvelles prescriptions, pourra également être joint et aura valeur contractuelle.

2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Pour chacun des lots :
 - L'Acte d'attribution valant engagement et ses annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
 - ✓ LOT 1: Décomposition du Prix Global et Forfaitaire contractuelle
 - ✓ LOT 2: Décomposition du Prix Global et Forfaitaire contractuelle
 - ✓ LOT 3: Décomposition du Prix Global et Forfaitaire contractuelle
 - L'offre variante pour le lot 2 le cas échéant, si elle est retenue
 - Le cahier des clauses administratives particulières commun (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), **propre au lot 1** et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), **propre au lot 2** et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), **propre au lot 3** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
 - L'étude de sol G2PRO réalisée par Géoterria
 - Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)
 - Le PGCSPPS simplifié
 - Le Mémoire technique selon le cadre de réponse de mémoire technique et le planning d'exécution des travaux (30 pages maximum recto-verso), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi (Annexe à l'acte d'engagement)
 - Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux, fournit à titre indicatif, comportant les dates de début et de fin des travaux, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi.
 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
 - L'attestation de visite
 - L'attestation de remise d'échantillons pour le lot 2
 - Les ordres de service émis au titre des marchés

L'acte d'attribution, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

PIECES REGELEMENTAIRES

- Code de la commande publique (CCP)

- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le présent marché est modifié par voie d'avenant et/ou selon les clauses de réexamen prévues.

Vérification des documents

L'entreprise doit se rendre compte de l'importance des prestations à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'elle jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles administratives à respecter.

Elle devra faire, dans son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix.

Avant toute exécution, l'entreprise devra vérifier les plans, la désignation des locaux dans lesquels elle doit intervenir, ainsi que tous les documents graphiques qui lui sont remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, elle deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au départ ou en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

Le présent document ne pouvant prétendre à la description détaillée de toutes les opérations, le prestataire ne pourra, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des prestations jugées utiles à la parfaite exécution du marché.

3. Prix - Variation des prix

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

Les prix tiennent notamment comme incluses :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), et des dépenses communes de chantier mentionnées à l'article *Répartition des dépenses communes de chantier* ci-après, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes

naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

Nature du phénomène	Durée	Intensité limite du phénomène
Pluie	Sur la durée de l'évènement	+ de 20 mm en 1 heure
Vent	En continu sur 2 h	70 km/h
Neige	Pendant plus de 4 h	Persistance et supérieur à 5 cm
Température	≥4 h	Inférieur à -5°C

Le poste météorologique de référence est la station la plus proche du lieu des travaux soit TOULON LA MITRE.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses et marge visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

3.1 Forme des prix

Les travaux faisant l'objet des lots suivants sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire :

- Lot 01 : VRD
- Lot 02 : Structure
- Lot 03 : Photovoltaïque

3.2 Décomposition ou sous-détail supplémentaire

Une décomposition du prix global et forfaitaire pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 9.3.4 du CCAG Travaux.

3.3 Approvisionnements

Au cours de la période de préparation, le titulaire devra prendre toutes dispositions pour s'assurer d'être approvisionnés dans des délais lui permettant de respecter le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Chaque entreprise doit prévoir dans son prix la mise à pied d'œuvre des matériaux et matériels dont elle aura l'usage.

3.4 Répartition des dépenses communes de chantier

A - Dépenses d'équipement de chantier

A.1. Prestations extérieures aux bâtiments/ouvrages

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés exister et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux (clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, bureau de chantier, installations communes d'hygiène et repli des installations) sont à la charge du lot n° 1.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

A.2. Équipement des bâtiments/ouvrages proprement dits

A.2.1. Cas général

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les entrepreneurs ne sont pas autorisés à utiliser. Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complètes, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Dans les cas où les prestations indiquées dans les paragraphes ci-dessus ne relèvent d'aucun lot intervenant sur le chantier, elles sont exécutées au titre du compte prorata.

A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Chaque entrepreneur fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

B - Dépenses de fonctionnement

B.1. Dépenses de consommation

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du compte prorata.

B.2. Dépenses d'exploitation

Sauf accord différent entre les entrepreneurs, ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrage détériorées ou détournées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, évacuation de déchets ...) sont portées au débit du compte prorata.

B.3. Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

L'évacuation des déblais, gravois de structure, déchets et emballages, matériaux et matériels résultant des démolitions sont enlevés et évacués aux décharges publiques par les soins et aux frais de l'entrepreneur chargé du lot concerné.

C - Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et CCAP et qui ne sont pas affectées par les dispositions qui précèdent, sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les entrepreneurs.

Conformément à la norme NF P 03-001, l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa et hauteur maximum de 0.5% du montant de ses travaux; mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

3.5 Variation de prix

Modalités pour tous les lots

Les prix du marché propre à chaque lot sont révisibles. **Par dérogation au CCAG Travaux**, les prix des présent marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le calcul de la révision est à la charge du titulaire.

Le coefficient C_n est appliqué au prix global forfaitaire.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE/MONITEUR

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

➤ Pour le LOT 1 VRD

Le coefficient de révision applicable (C_n) pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 * (TP08(n) / TP08(o))$$

- Les valeurs prises par l'index de référence TP08_b2010 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie - Base 2010 seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)
- Index (n) correspond au mois n d'exécution des prestations.
- Index (o) correspond au mois M_o (mois zéro)
- Avec un décalage en lecture de moins 3 mois de l'Index (n).

L'index de référence est : Index TP08_b2010 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie - Base 2010

- Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et les Transports, au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment et à l'INSEE.

➤ Pour le LOT 2 STRUCTURE

Le coefficient de révision applicable (C_n) pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 * (BT07(n) / BT07(o))$$

- Les valeurs prises par l'index de référence BT07_b2010 – Ossature et charpentes métalliques - Base 2010 seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)
- Index (n) correspond au mois n d'exécution des prestations.
- Index (o) correspond au mois Mo (mois zéro)
- Avec un décalage en lecture de moins 3 mois de l'Index (n).

L'index de référence est : BT07_b2010 : Ossature et charpentes métalliques - Base 2010

- Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et les Transports, au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment et à l'INSEE.

➤ Pour le LOT 3 PHOTOVOLTAIQUE

Le coefficient de révision applicable (C_n) pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 * (BT47(n) / BT47(o))$$

- Les valeurs prises par l'index de référence BT47_b2010 : Électricité - Base 2010 seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)
- Index (n) correspond au mois n d'exécution des prestations.
- Index (o) correspond au mois Mo (mois zéro)
- Avec un décalage en lecture de moins 3 mois de l'Index (n).

L'index de référence est : Index BT47_b2010 : Électricité - Base 2010

- Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et les Transports, au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment et à l'INSEE

3.6 Diminution du montant des travaux

En cas de diminution du montant des travaux par rapport au montant contractuel, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

4. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

La remise de cette garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

5.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations - 65) / 15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

6. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Règlement des travaux faisant l'objet des marchés

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés sont réglés :

- par application d'un Prix Global et Forfaitaire s'appliquant conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

6.1 Demandes de paiement

6.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

6.1.2 Demande de paiement finale

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le projet de décompte général est établi par l'entité adjudicatrice et devient définitif dans les conditions fixées par l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Les pénalités qui n'auraient pas été appliquées au cours de l'installation seront réglées dans le cadre de la procédure d'établissement du DGD de l'installation.

A noter, que s'il est fait application des stipulations des articles 41.4, 41.5 ou 41.7 du CCAG Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution concluante des épreuves ou l'exécution des travaux visés à ces articles est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

6.1.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

Les factures afférentes au marché devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'établissement de la facture,
- Les noms et adresses du créancier, ainsi que le numéro d'immatriculation SIRET
- Le numéro IBAN et le code BIC/SWIFT de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro du marché public, 23-15 N° du Lot...
- La date et le numéro de l'ordre de service,
- Les travaux exécutés avec mention des références précises (codification mentionnée dans la pièce financière et intitulé des travaux),
- Le montant hors T.V.A. des travaux exécutés, éventuellement révisé,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises des travaux exécutés.

Les factures devront être accompagnées en pièces jointes de la transmission électronique des justificatifs suivants :

- justificatif de l'attachement de la facture
- formulaire de réception des travaux ;
- PV de réception pour le matériel

6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 10,5 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7. Pénalités et primes

7.1 Pénalités – Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

7.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € HT pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution ou livraison des travaux fixés au calendrier d'exécution et/ou dans les OS, il est appliqué une pénalité journalière de 300 Euros hors taxes par jour calendaire de retard constaté.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable **par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.4 du C.C.A.G. travaux**

7.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

7.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard dans les opérations de repliement de chantier, cf. art. 9.2 et 9.9.3 du présent CCAP ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 €.

7.5 Pénalité pour défaut de signalisation de chantier

En cas de non-respect de la réglementation relative à la signalisation temporaire de chantier cf. art. 9.2 du CCAP, il est appliqué une pénalité journalière de 100 € par jour calendaire où le défaut aura été constaté.

7.6 Pénalités pour manquement aux exigences de propreté du chantier et mesures de développement durable

En cas de non-respect des obligations résultant de l'article 9.9 et 10 du présent CCAP concernant l'évacuation du chantier constaté par le Maître d'œuvre ou l'acheteur, une pénalité de 200€ par jour calendaire et/ou par manquement sera appliquée à l'entreprise notamment en cas :

- Non-respect du tri sélectif (par infraction constatée) ;
- Non-respect de la transmission des bordereaux de suivi des déchets (par jour calendaire de retard) ;
- Retard dans l'évacuation des bennes (par jour calendaire de retard) ;
- Valorisation des déchets

7.7 Pénalités pour remise tardive de documents avant exécution

Les documents visés à l'article 9.2 du présent CCAP devront être remis au maximum 10 jours calendaires avant la fin de la période de préparation et au plus tard 10 jours avant le démarrage des travaux

Une pénalité de 100 €/par jour calendaire de retard sera appliquée à compter du premier jour de retard.

7.8 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents remis après exécution cf. l'article 11.3 du présent CCAP sera appliquée. Elle est de 100 €/jour calendaire de retard.

7.9 Retenue pour non remise des documents après exécution : D.O.E

Conformément aux articles 19.3 et 40 du C.C.A.G/Travaux, le D.O.E sera remis par le titulaire de chaque lot cf. l'article 11.3 du présent CCAP.

A défaut de remise dans ce délai :

- une retenue de 1.000,00 €uros sera déduite du décompte général et ce, sans mise en demeure préalable, **par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G/Travaux.**

7.10 Pénalités pour retard de transmission des projets de décompte final

Le dépassement du délai de transmission relatif à la remise du mémoire définitif au Maître d'œuvre entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à 50€ par jour calendaire de retard.

7.11 Pénalités pour non-respect des consignes du CSPS

Une pénalité pour non-respect des consignes du CSPS sera appliquée de 300,00 € par constat.

8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 Provenance des matériaux et produits

Les Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la

traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt

Le maître d'ouvrage ne mettra pas à disposition du titulaire de lieux d'extraction ou d'emprunt.

9. Préparation, coordination et exécution des travaux

9.1 Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux **par le titulaire du lot n°1**. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.1.1 Piquetage général

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre et avec le degré de précision indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières après la notification du marché.

9.1.2 Implantation des ouvrages : piquetage spécial

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 10 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

9.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours **par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux**.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Il sera procédé, au cours de cette/ces période(s), aux opérations suivantes :

Dans un délai de 10 jours ouvrable à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation et au plus tard 10 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'entreprise devra soumettre au visa du Maître d'œuvre et à l'agrément du Bureau de Contrôle le cas échéant, en 3 exemplaires sous forme papier ainsi que sous format informatique:

Pour le lot 1 :

- Avant tout démarrage des travaux, l'entreprise devra l'amener sur chantier et le repliement en fin de travaux de toutes les installations nécessaires à la bonne marche du chantier. Avant d'exécuter ces installations, l'entreprise devra soumettre au Maître d'œuvre pour approbation, le plan d'installation et d'évolution du chantier (phasage).
- **En dérogation à l'article 28.2 du CCAG-Travaux**, le programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le plan d'aménagement et d'implantation de la base vie, indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Le plan de principe de la signalisation de chantier prévu durant ses travaux par phase avec plan de détail de la signalisation lors de travaux particuliers
- Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages les notes de calcul et études de détail, spécifications techniques détaillées
- Le mode d'exécution des travaux, les matériels et matériaux prévus ainsi que leurs provenances. Ainsi que la fourniture d'échantillons pour le lot et l'ensemble des fiches matériaux accompagné d'une fiche de demande d'agrément
- Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier. Le Maître d'œuvre les retournera à l'entreprise soit revêtus de son visa, soit s'il y a lieu, accompagnés de ses observations, dans un délai de 5 jours.

- Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre (**dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux**).
- Exécution des Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD).

Durant cette période, il appartient également au titulaire d'effectuer :

- En temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc... nécessaires à la réalisation des travaux.
- Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, doivent être transmises au MOE
- Conformément aux articles L554-1 à L554-5 et R554-1 à R554-38 du Code de l'Environnement, et conformément à l'arrêté du 15 février 2012 modifié sur l'exécution de travaux à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le titulaire est tenu avant tous travaux d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements concernés. A cette fin, le titulaire complètera le formulaire Cerfa n°14434*02 pour la partie qui le concerne.
- La définition des zones de stockage des déchets
- La copie du constat d'huissier ou l'attestation de passage de l'huissier avant remise effective du rapport
- L'établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux

- L'obtention des diverses autorisations administratives (DICT, arrêté et permission de voirie, etc.). En cas de retard dans le démarrage des travaux ou dans l'exécution de ceux-ci dû à un défaut de récépissé suite à relances fondées, le titulaire ne subira pas de préjudice sous réserve que ce dernier apporte la preuve que les prescriptions du code visé ci-dessus ont bien été respectées

Dans ce cas, le titulaire pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par ce retard sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage

- Etablissement et expédition aux services concernés avec copie au maître d'œuvre de la D.I.C.T, et ce au moins 10 jours ouvrables avant le début des travaux.

Pour le lot 2 :

L'Entreprise doit tenir compte des indications portées sur les plans d'Architecte.

- La note de calcul et les plans d'ensemble d'exécution (EXE) des ouvrages. La Note de Calculs et les plans d'Exécution seront fournis à la Maîtrise d'œuvre selon le planning d'exécution établi par l'OPC

- Les notes de calculs des installations provisoires, si nécessaire, et/ou demandées par le Bureau de Contrôle ou le coordinateur SPS

- Les plans d'exécution d'atelier et de chantier, ainsi que les plans des installations provisoires

- La justification (note de calcul et documents graphiques) des solutions proposées par l'entreprise en accord avec la Maîtrise d'œuvre

- L'Entreprise apportera toutes les précisions et plans de détails de ses fabrications pour une parfaite exécution. Ces plans seront soumis au visa de la Maîtrise d'Oeuvre et à l'agrément du Bureau de Contrôle.

L'Entreprise fournira également ces plans sur des formats papier et en fichiers informatiques, au format « .dwg » ou « .dxf »

- Les études d'échafaudage, des éléments de manutention, d'installation de chantier, la remise des notes de calcul rédigées font partie du marché de l'entreprise

- L'Entreprise devra vérifier les cotes d'implantation des ouvrages et en particulier les dimensions et les implantations des réservations

Il précisera par une nomenclature, les profils, éventuellement le poids des éléments de charpente, le mode de montage sur le chantier, les calculs complémentaires des assemblages, soudures, boulons, effort secondaire, etc...

- Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché

Tous les éléments seront remis à la Maîtrise de Chantier et recevront son approbation ainsi que celle du Bureau de Contrôle, avant exécution.

Pour le lot 3 :

- Plan de calepinage et plan de câblage des modules photovoltaïques

- Plan du cheminement des câbles jusqu'au TGBT

- Note de calcul électrique, schéma unifilaire et synoptique de la télésurveillance

- Planning de chantier incluant la coordination avec les lots VRD et Structure

- Fiches techniques, manuels d'installation et garanties des équipements prévus

- Certificats de conformité pour les équipements concernés
- Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

9.3 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

9.4 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

9.5 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

9.5.1 Emplacement des installations de chantier

Les emplacements nécessaires seront mis à la disposition du titulaire par le Pouvoir Adjudicateur, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, selon les conditions suivantes :

- sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, des emplacements qui seront définis précisément lors des réunions préparatoires au démarrage des travaux.

Dans tous les cas :

- L'Université pendant toute la durée du chantier mettra à disposition de l'entreprise une emprise d'environ 1000 m² sur l'actuel voie et parking longeant la zone des travaux. Une déviation de la circulation sera mise en place, afin de faire circuler les véhicules sur les 2 voies des parkings situés en aval.

Ce site sera à restituer en fin de chantier à l'identique de celui constaté contradictoirement avec le maître d'oeuvre au démarrage du chantier.

Cette zone servira de stockage, base, vie, sanitaires et baraques de chantier.

L'entreprise aura à sa charge la mise en sécurité, clôture et portail de chantier.

Les raccordements aux réseaux AEP/ EDF/EU sont possibles en phase chantier immédiatement au droit de l'accès au parking.

- L'accès aux sanitaires pour le personnel de chantier pourra être raccordé sur le réseau d'assainissement existant sur la voie du parking.

Sur toute la période du chantier les installations seront raccordées au réseau ENEDIS par une installation de chantier à solliciter par l'entreprise titulaire du marché.

- Une aire de parking dédiée exclusivement aux stationnements des engins de VRD sera réalisée ainsi qu'une zone étanchée de 150 m² minimum liée aux interventions de remplissage de carburant, maintenance, vidange et reptation des engins. L'ensemble de ces équipements doit éliminer tout risque de pollution superficielle induit par le chantier

Ces emprises seront clôturées, signalées et entretenues par l'entreprise ou aux frais de l'entreprise, afin d'en assurer la sécurité.

Tous les travaux nécessaires à la desserte de ces emprises, tous les abonnements et consommations seront à la charge des entreprises.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier

Dans le cadre de ses travaux et de son installation de chantier le comptage et consommation de chantier sont à la charge du titulaire et facturés par le fournisseur d'électricité.

9.5.2 Bureau du chantier

Les installations suivantes seront réalisées par le titulaire du lot n°1 qui aura la charge d'installer un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

9.5.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement gratuit ne sera mis à la disposition du titulaire. Celui-ci devra se procurer à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

Le titulaire mettra tout en œuvre pour réemployer les terres végétales et les déblais au sein du projet, afin de limiter au maximum l'impact environnemental.

9.5.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque membre du groupement s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur

simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

- Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

9.5.5 Travaux à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Les dispositions de l'article 31.8 du CCAG-Travaux sont applicables.

Le site étant occupé sur la durée des travaux, le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité aux abords du chantier. Les mesures préconisées doivent être agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement.

9.5.6 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre. La liste des documents à fournir est précisée dans le CCTP de chaque lot.

9.5.7 Garde du chantier

Le titulaire de chaque lot est responsable de la zone de chantier et des risques qui en découlent.

9.5.8 Réunion de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires.

Elles seront tenues sur le chantier aux jours et heures planifiés en début des travaux. Le titulaire affectera un responsable de chantier qualifié qui sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'œuvre pendant toute la durée des travaux.

Selon les impératifs du chantier mais aussi selon les jours fériés, le Maître d'œuvre a toute latitude pour ponctuellement programmer la réunion de chantier un autre jour de la semaine. Même dans ce cas de figure, le titulaire convoqué à obligation d'être présent.

Toute absence devra être justifiée au préalable par des motifs attachés à des cas de force majeure.

9.6 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

9.6.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

9.6.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

9.6.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

9.6.4 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé Simplifié (PPSPSS).

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS.

La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.

Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.

Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.

La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

9.6.5 Plan Général Simplifié de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

9.6.6 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code de la commande publique.

9.6.7 Plan de prévention

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail.

9.7 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP

Protection des arbres pour le lot 1

Dans l'emprise du chantier, les arbres conservés, groupés et isolés seront protégés par clôture simple torsion de 1m80 de haut ou des fourreaux TPC 90 rouges entourés autour des troncs sur 2m de hauteur.

9.8 Clause diverse concernant le chantier pour le lot 1 uniquement

Avant tout démarrage des travaux, le titulaire du lot 1 fait constater contradictoirement par voie d'huissier de justice, l'état extérieur au droit du chantier. Cette prestation est incluse dans le poste de prix de la DPGF.

Les modalités d'exécution de ce constat sont précisées pendant la période de préparation. Le titulaire transmet au MOE un exemplaire papier ainsi qu'un exemplaire électronique du constat

9.9 Gestion des déchets de chantier

9.9.1 Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

9.9.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

- Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.
- Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.
- En cas d'absence de production des éléments mentionnés ci-dessus, le titulaire se verra appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire.
- Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

9.9.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

- Repliement des installations

Le titulaire aura à sa charge le nettoyage des zones de travail avant les opérations préalables à la réception et après que les installations de chantier aient été repliées.

En dérogation aux articles 37.2 et 52.1, 52.2 et 52.3 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution constatée lors des opérations préalables à la réception par le Maître d'œuvre et en l'absence de mise en demeure préalable, les décombres, déchets, gravats non enlevés seront transportés d'office suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans les sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés devront être exécutés pour les OPR.

10. Développement durable – Dimension environnementale

Lot(s) concerné(s) :

N°01 - VRD

N°02 - Structure

N°03 – Photovoltaïque

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Réutilisation des matériaux présents sur site
- Respect de la biodiversité

- Valorisation des déchets
- Respect du plan de gestion départemental des déchets des déblais (Lot 1)

En application de l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire.

11. Essais, Contrôles, réception et garanties des travaux

11.1 Essais et contrôles des ouvrages avant réception des travaux

Il sera fait application de l'article 38 du CCAG-Travaux. Les fournitures feront l'objet de vérifications.

Le MOE procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives dans les conditions du cadre général de contrôles prévu aux articles 24 et 25 du C.C.A.G. Travaux suivant les spécifications techniques.

Les CCTP commun et propres à chaque lot définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux (articles 23 à 25) et des documents techniques généraux du marché, concernant :

- les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser,
- les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves sur le chantier, tant qualitatives que quantitatives,
- les modalités de leurs vérifications ou surveillance éventuelle à la fabrication, dans les usines du titulaire, de sous-traitants ou de fournisseurs.

Le titulaire réalise les tests et contrôles qui lui incombent spécifiquement selon les prescriptions des CCTP de chaque lot. Dans ce cadre, il transmet au MOE tous les documents relatifs à ces contrôles, qu'ils soient effectués en interne ou bien qu'ils soient effectués par une structure externe indépendante.

D'une manière générale, les conditions d'essais sont imposées au titulaire pour tout ce qui touche les équipements ou les installations réalisées au titre des travaux objet de l'opération.

- **Concernant le lot 1 VRD**, il est spécifié que, sont à la charge de l'entreprise, les essais prévus au 2.14 du CCTP « l'entreprise ayant une obligation de résultat, les essais seront réalisés après constitution de la couche de forme avant la couche de surface en béton et devra obtenir un résultat de 50MPa » ainsi que les spécifications du CCTP complémentaire Béton.

- **Concernant le Lot 2 Structure**, il sera effectué entre autres un contrôle visuel et matériels cf.art.2.5 du CCTP. De plus, Il est spécifié que la réception des massifs devra être faite par l'Entreprise titulaire du marché, avant le début de tout travaux de pose de l'ossature. Elle devra faire l'objet d'un procès-verbal de réception ou être mentionnée clairement dans le Cahier des comptes-rendus de chantier cf. art.1.1 du CCTP.

- **Concernant le lot 3 Photovoltaïque**, l'article « contrôle et essai » du CCTP fixe les essais et mesure de bon fonctionnement de l'installation à évaluer en présence du MOE BET

EFISUN, et LE TITULAIRE établira un rapport avec les résultats ci-dessus. Ce rapport sera remis au MAÎTRE D'OUVRAGE avant la signature du procès-verbal de réception.

En dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, si les vérifications assurées par le maître d'œuvre ne permettent pas l'acceptation de matériaux, produits ou composants de construction, des contrôles supplémentaires, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ils seront effectués par un tiers. Si le résultat confirme la bonne exécution du marché, ils seront à la charge du Maître d'ouvrage, sinon, ils seront à la charge du titulaire. Les décisions de réception, de réfaction ou d'ajournement sont prises, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Les essais, examens et contrôle seront réalisés conformément aux dispositions des C.C.T.P. Une validation sans réserve du bureau de contrôle technique est nécessaire avant la réception des travaux.

De plus, l'entrepreneur dans le cadre de sa gestion de la qualité prévue par l'article 28.4 du CCAG-Travaux, adresse au maître d'œuvre l'ensemble des résultats de son contrôle intérieur sur les matériaux, produits et ouvrages exécutés.

11.2 Réception définitive des travaux

11.2.1 Opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G./Travaux, il est procédé aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans les conditions prévues ci-après. Ces opérations sont réalisées par le Maître d'œuvre dans les quinze jours maximums à compter la date

de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Toute exécution de travaux non conforme aux exigences du marché sera refusée et le titulaire sera tenu de mettre fin aux désordres constatés, à ses frais, dans un délai maximal de 5 jours, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 41.2 du CCAG-Travaux :

- les opérations préalables à la réception des ouvrages sont réalisées par le Maître d'œuvre dans les 15 jours maximum à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux (envoi par mail ou tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception).

- Toute exécution de travaux non conforme aux exigences du marché sera refusée et le titulaire sera tenu de mettre fin aux désordres constatés, à ses frais, dans un délai maximal de 10 jours, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure écrite, **en dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux**. Le point de départ du délai est la date d'établissement du procès-verbal d'opération préalable à la réception.

11.2.2 Réception des travaux

Une « réception » sera effectuée à l'issue de l'exécution des travaux. La réception sera formalisée par la signature contradictoire du formulaire de réception en 5 exemplaires.

Pour ouvrir droit à la rémunération des travaux dans le cadre de l'article 6.1 du présent document, un exemplaire, dûment signé par les parties, devra impérativement être joint à la facture.

A défaut la facture sera renvoyée au titulaire.

Réception des travaux et livrables attendus à réception :

Les décisions de réception, de réfaction ou d'ajournement sont prises, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux

Réception sous réserve d'épreuves :

Sauf disposition figurant au C.C.T.P., la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année

11.2.3 Déroulement des opérations de réception

Elle s'effectuera à partir des données du Procès-Verbal de réception du bureau de contrôle et du Consuel, ainsi que des documents (en particulier DOE) remis préalablement par le titulaire. Elle s'attachera également à vérifier la complétude de ces derniers documents et leur sincérité par rapport aux prestations réalisées.

11.3 Livrables attendus à la réception

Le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Pour le lot 1

En dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les livrables précisés à l'article 2.8 du CCTP, dans le délai ci-dessous :

Nom du document	Délai	Format du document	Nombre d'exemplaires par format
DOE provisoire comportant : <ul style="list-style-type: none"> - les plans d'exécution conformes à la réalisation, - les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, - les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, - les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, - Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention 	Au plus tard 15 jours avant les opérations préalables à la réception	<p>Papier A4 et photocopies documents pour les tirages des plans pliés ainsi qu'en format numérique, avec les fichiers dessins sous format DWG</p> <p>Les fichiers documents sous format PDF</p>	2

ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre. - Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.			
--	--	--	--

Pour le LOT 2

En dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les livrables précisés à l'article 1.6 du CCTP, dans le délai ci-dessous :

Nom du document	Délai	Format du document	Nombre d'exemplaires par format
<p><u>DOE provisoire</u> comportant à minima:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés - La marque, la teinte et la nature de la peinture mise en oeuvre - Les recommandations pour la maintenance de l'ouvrage <p>Le DOE sera complété de la liste des éléments constitutifs, leurs références, leurs fournisseurs, les sous-traitants, etc...</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre. - Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé <p>Le DIUO rassemblera les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures d'entretien de l'ouvrage.</p>	1 mois après la notification de réception de l'ouvrage.	<p>Papier A4 et photocopies documents pour les tirages des plans pliés ainsi qu'en format numérique, avec les fichiers dessins sous format DWG</p> <p>Les fichiers documents sous format PDF</p>	2

Pour le LOT 3

En dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les livrables précisés à l'article 4 du CCTP, dans le délai ci-dessous :

Nom du document	Délai	Format du document	Nombre d'exemplaires par format
<u>DOE provisoire</u> comportant à minima: <ul style="list-style-type: none"> - les plans d'exécution conformes à la réalisation, - les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, - les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, - les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, - les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre. - La notice de sécurité pour le MAÎTRE D'OUVRAGE et les services du SDIS 	Au plus tard 15 jours avant les opérations préalables à la réception	Papier A4 et photocopies documents pour les tirages des plans pliés ainsi qu'en format numérique, avec les fichiers dessins sous format DWG Les fichiers documents sous format PDF	2

Le Dossier des Ouvrages exécutés (DOE) permet au Maître d'ouvrage d'assurer, à long terme, la gestion et l'entretien des ouvrages exécutés. Cette sujétion implique la fourniture d'un dossier complet, clair et formulé en langue française intelligible.

Pour les lots 1 et 3 au plus tard le jour des OPR, et pour le lot 2, 1 mois ½ après la notification de réception de l'ouvrage, le DOE définitif en 5 exemplaires :

- 2 exemplaires format papier
- 3 exemplaires sur support dématérialisé (1 exemplaire pour le MOE, 1 pour le CSPS, 1 pour la DPST).

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés, compris dans les 3 exemplaires sur support informatique, est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

Après exécution, l'entrepreneur fournira les documents techniques suivants en 2 exemplaires, 1 papier et 1 sur support dématérialisé :

- Certificat de garantie des équipements de la centrale photovoltaïque LOT 3
- Certificat de garantie, des quincailleries, des thermo laquages...LOT 2
- Certificat de garantie des ouvrages en bois LOT 2
- Certificat de garantie des revêtements
- Tout autre certificat de garantie que le candidat jugera nécessaire.

L'ensemble des documents sont à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les

délais prévus au présent article sous peine d'application de l'article Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution.

11.4 Garantie(s) de prestations

La réception des prestations est le point de départ des délais des garanties légales et contractuelles. Il vaut pour les garanties suivantes :

Par dérogation à l'article 44 du CCAG-Travaux

- Garantie produit de 20 ans minimum pour les modules photovoltaïques
- Garantie produit de 20 ans sur les onduleurs
- Garantie de performance de 80% minimum après 25 ans pour les modules photovoltaïques

Pour la part de travaux comprise dans le marché :

- Garantie de parfait achèvement : 1 an après réception pour l'étanchéité des ombrières et du fonctionnement de l'installation photovoltaïque.
- Garantie de bon fonctionnement : 2 ans après réception pour l'étanchéité des ombrières et du fonctionnement de l'installation photovoltaïque

Si à l'expiration du délai de 1 an, l'entrepreneur n'a pas exécuté l'ensemble des travaux et des prestations dues au titre des articles 44.1 et 39 du CCAG Travaux, la durée de la garantie de parfait achèvement est prolongée de plein droit, sans qu'une décision du maître d'ouvrage soit nécessaire **en dérogation de l'article 44.2 du CCAG-Travaux**.

11.5 Assurances

En dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Le titulaire devra fournir, 15 jours au plus tard après la notification du marché, la certification AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) pour, au minimum, 1 salarié.

- Assurance de responsabilité civile décennale :

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale, l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale est exigée.

11.5.1 Dispositions diverses

- **Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement

pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

13. Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

13.2 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à

indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le membre du groupement dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

14. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

15. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article Pièces constitutives
- À l'article 3.3 par l'article Représentation des parties
- À l'article 5.2.3 par l'article Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel
- À l'article 8 par l'article Assurances
- Aux articles 9.4.2 et 9.4.4 par l'article Variation des prix
- À l'article 12.2.2 par l'article Demande de paiement d'acomptes
- À l'article 18.2.3 par l'article Prolongations des délais d'exécution
- À l'article 18.2 par l'article Prolongations des délais d'exécution
- À l'article 19.2.1 ; 19.2.3 et 19.2.4 par l'article Pénalités de retard

- À l'article 19.3 par l'article Retenue pour non remise des documents après exécution : D.O.E
- À l'article 28.1 et 28.2 par l'article Période de préparation – Programme d'exécution des travaux et l'article Délais d'exécution
- À l'article 37.2 ; 52.1 ; 52.2 ; 52.3 par l'article Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- À l'article 38 par l'article Essais et contrôles des ouvrages avant réception des travaux
- À l'article 40 par l'article Documents fournis après exécution
- À l'article 41.1 ; 41.2 et 52.1 par l'article Opérations préalables à la réception
- À l'article 44 ; 44.2 par l'article Garanties des prestations
- À l'article 52.1 par l'article Résiliation pour faute du titulaire